



Le 12 septembre 2017

Face à la crise institutionnelle que traverse le Guatemala depuis quelque temps :

Les collectifs et organisations signataires de ce communiqué souhaitent exprimer leur préoccupation et condamnent la décision unilatérale du Président du Guatemala, Jimmy Morales, de déclarer *persona non grata* le commissaire de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), Iván Velásquez.

Nous considérons que cette décision est une entrave à la lutte contre la corruption entreprise depuis 2007 par le Ministère public guatémaltèque avec le soutien de la CICIG et qui vise à démanteler les structures criminelles et les appareils clandestins de sécurité, à la tête desquels se trouvent de hauts-fonctionnaires du pays ; structures qui portent directement atteinte aux droits fondamentaux des citoyens et citoyennes guatémaltèques.

Nous partageons la préoccupation exprimée par de nombreuses organisations de la société civile et par la Communauté internationale. Nous craignons que l'attaque de Jimmy Morales contre Iván Velásquez soit destinée à protéger un *status quo* propice à la corruption au plus haut niveau de l'Etat, certains cercles de pouvoir traditionnels souhaitant défendre leurs intérêts. C'est pourquoi divers secteurs de la société civile regrettent la décision prise par le Congrès de ne pas retirer l'immunité du président, faisant ainsi obstacle aux enquêtes sur le possible financement illicite de son parti.

Nous observons également qu'à l'occasion de cette crise institutionnelle, la capitale du Guatemala a monopolisé toute l'attention, laissant la voie libre à des actions de la part de structures criminelles dans le reste du pays. C'est pourquoi nous insistons sur l'importance d'être attentifs au respect des droits humains dans l'intérieur du pays et nous condamnons les campagnes de diffamation en cours contre des leaders communautaires, des défenseurs des droits humains et des organisations paysannes, accusés d'être des terroristes et de faire partie du crime organisé.

Enfin, nous saluons la décision de la Cour constitutionnelle qui a accepté le recours en faveur d'Iván Velásquez déposé par le Procureur des droits humains, Jordan Rodas Andrade. Nous exigeons que soit respectée cette résolution, qui laisse définitivement sans effet la tentative du président Jimmy Morales d'expulser le commissaire de la CICIG du pays, ce qui permet la continuité du travail en faveur de la lutte contre l'impunité en cours au Guatemala.

Nous restons attentifs à ce que le dialogue, les négociations et le respect des droits humains soit les piliers du processus de résolution de la crise que traverse le pays et nous demandons aux autorités guatémaltèques d'apporter leur soutien à la CICIG et de respecter l'indépendance de cette commission.

Signataires :

- Le Collectif Guatemala
- France Amérique Latine
- Collectif Solidarité Guatemala de Toulouse
- Terre des Hommes France

Contact presse : Kim Aumonier - collectifguatemala@gmail.com - 01 43 73 49 60